

La 1ère partie du PLF pour 2013 est composée de 42 articles. Elle détaille les prévisions de recettes fiscales attendues des nouveaux impôts et taxes de la prochaine année.

L'objectif du budget 2013 est de parvenir à réduire le déficit public de 3,6% du PIB en 2014 :

le Gouvernement n'ayant tenu aucun de ses objectifs jusqu'à présent, et au regard de **l'improvisation fiscale**

la plus complète dont il fait preuve, qui se traduit par des

rétropédalages et changements de cap contradictoires

incessants, il est permis de douter qu'il y parviendra, sauf à bénéficier d'un regain de croissance qui se fait encore attendre, freiné par les mesures prises jusqu'à présent, qui ont constitué un

"assommoir fiscal";

aux forts effets récessifs. Le présent budget est en effet celui de toutes les reculades, compromissions, contradictions, voire mensonges, une

fausse "pause fiscale";

qui devient un prétendu "ralentissement fiscal"; une

"réduction historique des dépenses";; **qui n'est en réalité qu'un**

ralentissement d'une hausse tendancielle

. Le cap fixé, celui du "cap sur la croissance et l'emploi";, avec la promesse d'une inversion de la courbe du chômage d'ici la fin de l'année, est contredit par des chiffres qui

n'incitent pas à l'optimisme et

la très faible reprise demeure plus que fragile

.
L'indécision du Président de la République

, incapable d'assumer son social-libéralisme face à l'aile gauche de son parti et ses alliés GDR, CRCou EELV, ne permet ni de combler les failles de plus en plus béantes de sa majorité, ni

d'engager les réformes structurelles nécessaires, attendues par les marchés. L'ancien Premier Secrétaire du Parti Socialiste, chantre d'une "synthèse molle";, semble ne pas avoir

encore revêtu les habits de Chef de l'Etat : au lieu de décider avec conviction, il ne cesse de

louvoyer dans un marécage fiscal.